

Propositions de points saillants pour la plateforme électorale 2026 de Québec solidaire

J'aurais aimé que le processus soit décisionnel dès la première étape en requérant des instances de base reconnues par les statuts de voter 5 ou 6 revendications clefs et qu'ensuite le comité synthèse en fasse une synthèse soumise aux même instances pour amendements avant le vote final en congrès. Mais passons.

Je me situe dans l'approche pro travailleuses et travailleurs du parti dont la campagne électorale réussie du nouveau maire de New-York est certainement un exemple à suivre. Zohran Mamdani a gagné contre le candidat de l'establishment Démocrate parce qu'une organisation militante, Democratic Socialist of America, sur la base d'une plateforme à gauche toute (Freeze the rent, Fast fare free buses, No cost child care, Raising the minimum wage to \$30 by 2030, Taxing corporations and the 1%) a mobilisé près de 100 000 personnes pour la campagne électorale. Aux Solidaires de se doter d'une plateforme en dehors de la boîte capable de mobiliser la pluraliste jeunesse du Québec qui intuitionne l'indépendance non seulement comme une libération nationale mais aussi comme une émancipation sociale en commençant par la suppression des lois anti-démocratiques et scélérates de la CAQ.

Ce tournant socio-économique n'est pas cependant une raison de désertir le wokisme. Comme Mamdani est un immigré africain d'origine musulmane, Québec solidaire a la chance d'avoir une porte-parole issue de l'immigration en plus d'être d'origine palestinienne. Il est impérieux de continuer à souligner ce génocide qui se poursuit. Sa famille a été victime de la Nakba. Pour cette raison et aussi parce qu'elle est une femme, elle se fait tomber dessus sur les réseaux sociaux. Cet atout doit stimuler à faire du wokisme une partie intégrante de notre pré-campagne et de notre campagne électorale et en faire une thématique transversale tout comme la préparation de l'Assemblée constituante.

Voici ci-bas ce que pourrait être un premier jet d'une plateforme dans l'actuelle conjoncture de crise du coût de la vie, particulièrement le logement et l'alimentation, de surgissement de la question nationale et, last but not least, la crise climatique.

&&&&&&&&&&&

Pour un Québec indépendant, français et doté de sa monnaie

Vers une société du soin et du lien libérée des énergies fossiles

A. Logement :

1. La construction de 100 000 logements sociaux autogérés à consommation énergétique nulle par des mesures écoénergétiques et panneaux solaires
2. Réduction d'au moins 75% de la consommation d'énergie par la restauration de tous les existants bâtiments récupérables chauffés aux énergies fossiles
3. Gel des loyers
4. Dans le marché privé, interdiction de la construction de maisons individuelles et en rangées en faveur de la construction de logements collectifs à consommation énergétique nulle
5. Taxe doublant l'impôt foncier tant pour les terrains et les édifices à l'abandon que les logements vides et confiscation au bout d'un an si rien n'est fait

B. Transport :

1. Utilisation de la moitié des voies de toutes les routes et rues à 4 voies et plus pour la circulation d'autobus et de tramways à haute fréquence et gratuits
2. Transport en commun public et fréquent entre tous les villes et villages du Québec
3. Doublement du réseau de pistes cyclables urbain et interurbain accommodant les personnes âgées et handicapées

C. Agriculture, pêche et foresterie

1. Abolition de la dette des très petites entreprises (TPE) agricoles, forestières et de pêche en retour de l'obligation de transiter vers des pratiques écologiques et une agriculture non carnée et non laitière*
2. Soutien financier et technique pour la formation de coopératives
3. Prix subventionnés et contrôlés, par le gouvernement et par des comités citoyens, des fruits et légumes frais, des aliments à grains entiers, des légumineuses, du tofu, des noix mais non des produits carnés et laitiers et surtout pas des produits ultratransformés à soumettre à la taxe de vente
4. Taxe pénalisante sur les aliments périmés et jetés par les entreprises à moins de les donner

5. Même droits aux travailleurs agricoles qu'aux autres travailleurs et accès à la citoyenneté
6. 30 % du territoire à protéger d'ici 2030 sans négliger le Sud
7. Soutien de la conversion des gazons en jardins et des toits verts
8. Cogestion de la forêt avec les nations autochtones y compris leur consentement libre et éclairé, c'est-à-dire leur droit de veto, au sujet de tout projet ayant des incidences sur leurs terres et ressources.

*L'éléphant ou plutôt le monstre dans la pièce pour les très petites entreprises de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche, comme le trop oublié rapport Pronovost le soulignait pour l'agriculture, est le fardeau de l'endettement ce qui est le cauchemar de la relève et la contrainte restreignant le passage à une pratique écologique.

D. Industrie et commerce

1. Obligation d'appliquer sans délai et à leur frais, à la satisfaction du gouvernement et d'un comité de travailleurs-citoyennes à cet effet, les technologies les moins énergivores, les moins polluantes et les moins productrices de GES, sous peine de doublement de leur imposition globale et au bout d'un an sans rien faire d'une expropriation sans compensation
2. Obligation pour les industries et commerces militaires de produire un plan de reconversion civile, en tenant compte de l'input de leurs travailleurs, à moins d'être sollicitées par l'État québécois pour son armée ou pour le soutien à un peuple luttant contre une menace ou une invasion impérialiste
3. Interdiction des fermetures et congédiements et, le cas échéant, expropriation et reconversion, en particulier sous la forme de coopératives avec soutien technique et financier
4. Interdiction de toute publicité commerciale
5. Obligation pour les entreprises de garantir leurs produits pour réparation ou remplacement selon des normes imposées par une organisation d'experts, de travailleurs et de citoyennes
6. Interdiction de nuire à l'établissement d'un syndicat, salaires indexés à l'inflation, garantis d'emploi et normes de sécurité sous contrôle syndical

E. Les services publics

1. Abolition de toutes les organisations privées (cliniques, GMF, écoles, collèges, garderies...) et leur intégration dans le réseau public y compris de leurs employées.

2. Augmentation moyenne de 25% des budgets de tous les services publics
3. Gratuité des garderies répondant à tous les besoins
4. Logements-refuges en nombre suffisant pour les femmes violentées
5. Salarisation des médecins et leur intégration dans les CLSC ouverts 24/7
6. Une école publique mur-à-mur avec projets particuliers ouverts à toutes sans sélection et sans frais
7. Décentralisation des services publics avec des conseils d'administration élus et représentatifs y compris le retour des commissions scolaires
8. Soutien de dernier recours égal au revenu viable de l'IRIS et un salaire minimum de 1.5 fois ce revenu pour une personne seule avec un enfant

F. Immigration et soutien à l'anti-impérialisme

1. L'immigrant-e temporaire aura les mêmes droits que les citoyen-ne-s et accès à la pleine citoyenneté au bout d'un cumul de trois ans de résidence
2. Accueil annuel égal à 1% de la population québécoise sans compter les personnes réfugiées suite à leur persécution due à leur identité, aux guerres et aux catastrophes dont celles climatiques
3. Un soutien pour survivre si nécessaire dont un logement accessible le temps d'un accueil d'intégration dont la francisation minimum puis un soutien pour intégrer le monde du travail ou scolaire
4. Opposition aux persécutions, à l'interventionnisme et aux guerres impérialistes, et soutien aux peuples qui y résistent y compris par les armes comme en Ukraine et en Birmanie

G. Le financement

1. Création d'une banque d'État qui contrôlera l'ensemble des institutions financières et les flux internationaux de capitaux
2. Annulation du « Plan d'action 2035 » d'Hydro-Québec visant à augmenter sa production d'électricité de 50 % d'ici 2035/2050*
3. Abolition des paradis fiscaux, du droit d'incorporation individuelle et doublement du personnel affecté à la fraude fiscale priorisant les personnes à hauts revenus et les grandes entreprises
4. Rétablir l'échelle de progression des taux d'imposition combiné (fédéral et provincial) des particuliers à ce qu'elle était en 1971 où le taux marginal supérieur était de 82.4% à partir d'un revenu de 3 millions en dollars d'aujourd'hui
5. Imposition à 100% des gains de capitaux réalisés dont la succession

6. Sauf pour la ferme familiale, taxe progressive sur le patrimoine des ménages excédant 2 millions de dollars doublant les taux proposés par l'IRIS soit 0,4 % pour les actifs d'une valeur de 2 à 5 millions de dollars, de 1.0 % pour les actifs allant de 5 à 25 millions de dollars, de 1,5 % sur les actifs de 25 à 100 millions de dollars et de 2,5 % sur les actifs supérieurs à 100 millions de dollars
7. Abolition du gel successoral et évaluation de patrimoine immobilier par un organisme d'experts et de citoyennes et non par des firmes comptables

* Rendent inutiles ce plan coûteux de 200 milliards \$ la fin de la construction des maisons unifamiliales et en rangées, la restauration écoénergétiques des bâtiments existants, la généralisation du transport en commun électrifié en remplacement du parc de véhicules privés, tant à essence et électriques, faisant disparaître l'étalement et la congestion urbaine, les meilleures pratiques industrielles, la mise au rancart de la stratégie de la filière batterie.

La campagne électorale exige une poignée de revendications clivantes qui traduisent l'essence de son orientation politique, ce qu'avait magistralement saisi la campagne Mamdani. Ce pourrait être :

- a. Un Québec indépendant, français et doté de sa monnaie
- b. 100 000 logements sociaux autogérés à consommation nulle d'énergie
- c. Gel des loyers
- d. Autobus et tramways fréquents et gratuits dans des corridors exclusifs sur les rues à 4 voies urbaines, et sur les routes interurbaines
- e. Prix subventionnés et contrôlés des fruits, légumes, grains entiers, légumineuses et noix sous contrôle gouvernemental et citoyen
- f. Soutien technique et financier aux coopératives surtout agricoles
- g. Interdiction de toute publicité commerciale
- h. Augmentation de 25% en termes réels du budget des services publics
- i. Garderies gratuites et publiques répondant à tous les besoins
- j. Salaire minimum de 30\$ l'heure de 2024 indexé au coût de la vie
- k. Imposition du patrimoine du 1 % à un taux de 2.5 % et hausse des taux d'imposition et des seuils (ajustés à l'inflation) au niveau de 1971

Marc Bonhomme, 15 décembre 2025, 5 et 31 janvier 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca